



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

taxe générale sur les activités polluantes

Question écrite n° 39844

Texte de la question

M. Jean-Claude Lenoir appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les réactions suscitées dans le monde agricole par les modalités d'application de la redevance azote. D'une part, la profession est vivement hostile à ce que les éleveurs déjà soumis à une redevance au titre du PMPOA soient également soumis à la redevance sur l'azote. Regrettant, d'autre part, que les modalités d'application envisagées ne tiennent pas compte des réalités économiques, zootechniques et surtout agronomiques, elle demande que le calcul du montant de la redevance soit fondé sur le bilan azoté, avec des seuils différenciés selon les systèmes de production et une pondération sur les trois campagnes. Il souhaiterait savoir quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre afin de limiter les effets pervers de la redevance azote et d'en améliorer les modalités d'application.

Texte de la réponse

Dans le cadre de l'extension de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) au domaine de l'eau et de son application aux activités agricoles, une large concertation a eu lieu en 1999 au sein d'un groupe de travail rassemblant l'ensemble des acteurs concernés. L'objectif était de trouver la meilleure application possible du principe « pollueur-payeur » dans le cadre général de la nouvelle fiscalité écologique, qui concerne bien d'autres secteurs que l'agriculture. A l'issue de cette concertation, il est apparu que la TGAP n'était pas l'outil de mieux adapté pour ce qui concerne, la pollution des eaux par les composés azotés d'origine agricole. Le Gouvernement a décidé de confier aux agences de l'eau la mise en place, d'ici 2002, d'un système de redevances sur les excédents d'azote. Les modalités de mise en oeuvre de cette redevance restent à définir en concertation avec la profession agricole ; étant fondée sur un bilan azoté par exploitation, elle tiendra compte des différents systèmes de production.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Lenoir](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 39844

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 janvier 2000, page 128

Réponse publiée le : 1er mai 2000, page 2720